



Préalable CFDT/ SNJ/ SUD au CE Pôle Nord-Est du 21 octobre 2016

Fusions et confusion

Nos antennes, notre chaîne et tous les personnels qui travaillent à FTV en régions vivent des moments de grande confusion. Et ce n'est que le début.

Sur la base de pseudo concertation « de proximité », d'approches prétendument collaboratives, se multiplient actuellement laboratoires et groupes de travail qui mettent en avant des expérimentations fumeuses. Un mélange des genres et des métiers qui explose toute la chaîne de fabrication.

Sous prétexte d'épanouissement professionnel, de valorisation des compétences individuelles la direction veut appliquer un seul dogme : le moins-disant économique, avec des gains de productivité à tous les étages et au final une baisse drastique des ETP. Un plan de suppression d'emploi qui ne dit pas son nom.

Dans notre pôle, nous voyons se multiplier les dérapages et les entorses à l'accord collectif en vigueur à FTV.

Le risque : une déqualification des métiers et une perte de qualité à tous les niveaux.

Les organisations syndicales SNJ /CFDT/ ont donc décidé de poursuivre la direction en justice. De faire dire le droit au niveau national.

Sur nos antennes TV et sur le web, la mutualisation et parfois la fusion, nous font courir le risque de voir disparaître les actuelles éditions locales et régionales. Déjà qu'elles s'amenuisent ...

Aucune contrainte économique ne doit faire oublier notre mission de proximité qui, selon les mots de la direction, constitue l'ADN de notre chaîne.

De la même façon le projet de fusion des CE régionaux en une seule instance nationale pour représenter 4000 salariés répartis sur plus de soixante-dix sites en France nous semble une aberration. Contradictoire à l'autonomie prônée par le projet de réorganisation France3.

Une véritable régression qui éloignerait définitivement les salariés de leurs élus et représentants syndicaux.

Les personnels expriment au contraire le besoin d'avoir des instances à leur écoute et capables de les défendre pour résoudre au quotidien les problèmes et les conflits qu'ils vivent dans le cadre de leur travail.

Un élu titulaire pour 200 salariés est-ce cela le haut niveau de dialogue social que nous promet la direction ?

Sans parler du risque de voir disparaître le pluralisme syndical dans nos instances.

Là encore la proximité est la condition nécessaire à un bon fonctionnement de la démocratie sociale à France3 en région.

De près on se comprend mieux, avez-vous déjà oublié ?

Strasbourg, le 21 octobre 2016